



ACTUALITES SECTORIELLES AU ROYAUME-UNI

Climat, énergie, environnement, industrie, transport

SOMMAIRE

Fait Marquant

- Les réservations des compagnies aériennes augmentent très fortement à la suite des annonces du Gouvernement

Climat & énergie

- Certaines entreprises dénoncent une incertitude grandissante sur le marché de l'électricité en l'absence de marché carbone britannique
- Le RU pourrait produire la moitié de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2022
- Les autorités locales britanniques continuent d'investir massivement dans les combustibles fossiles malgré leurs engagements climatiques
- Le *Climate Change Committee* (CCC) appelle le Gouvernement à « sauver » le programme *Green Homes Grant*
- *Carbon Tracker* appelle le Gouvernement à ne plus subventionner les centrales à gaz et à favoriser les énergies propres

Environnement

- L'*Environment Agency* (EA) met en garde contre le risque de dérégulation post Brexit

Industrie

- Le comté de Northumberland va demander un permis pour la construction d'une gigafactory à Blyth
- Nissan pourrait étendre le chômage partiel dans son usine de Sunderland en raison de la pénurie de semi-conducteurs

Transport

- L'aéroport d'Heathrow demande un nouveau soutien financier après avoir subi d'importantes pertes en 2020
- La *National Infrastructure Commission* recommande de mettre fin à la vente de nouveaux poids lourds diesel d'ici 2040
- Le carburant plus écologique E10 sera introduit en Grande-Bretagne d'ici septembre

FAIT MARQUANT

Les réservations des compagnies aériennes augmentent très fortement à la suite des annonces du Gouvernement – Le Gouvernement a annoncé ce lundi 22 février que la reprise des vols internationaux pourrait avoir lieu à partir du 17 mai, sous réserve d'une « review » publiée le 12 avril, qui confirmera cette possibilité et en précisera les conditions, le cas échéant. A la suite à cette annonce, plusieurs compagnies aériennes ont vu leur nombre de réservations augmenter très fortement, tout comme le cours de leurs actions : les réservations sur les vols *Easyjet* au départ de la Grande-Bretagne pour cet été auraient augmenté de plus de 300 % par rapport à la semaine précédente, tandis que les actions de la compagnie ont augmenté de 8 % ce mardi, atteignant leur plus haut niveau depuis mars 2020. Les réservations de la compagnie *Jet2* auraient pour leur part augmenté de plus de 600 % et les recherches de vacances sur le site internet de *British Airways* auraient triplé depuis l'annonce du gouvernement. Les destinations les plus prisées seraient la Grèce (pays pour lequel la presse a fait état d'échanges entre Gouvernements en vue d'envisager une facilitation des voyages touristiques pour les britanniques vaccinés), l'Espagne et la Turquie, principalement à partir du mois de juillet. Cet été sera en effet décisif pour de nombreuses compagnies aériennes fortement affectées par les restrictions liées à la pandémie. Par ailleurs, la compagnie aérienne irlandaise *Aer Lingus*, qui souhaite limiter les pertes en liquidités de sa société mère, devrait déplacer une partie de ses appareils vers les aéroports britanniques, compte tenu d'une reprise de l'activité internationale prévue plus tôt au RU qu'en Irlande.

CHIFFRE DE LA SEMAINE

Chiffre de la semaine : 27 Md£ : selon *Zero Carbon Campaign*, il s'agit du montant que pourrait rapporter au Trésor britannique, chaque année d'ici à 2030, l'instauration d'une taxe carbone à l'assiette large.

CLIMAT & ENERGIE

Certaines entreprises dénoncent une incertitude grandissante sur le marché de l'électricité en l'absence de marché carbone britannique – alors que le RU a quitté le marché carbone EU ETS à la fin de la période de transition le 31 décembre 2020, le marché carbone britannique qui devait s'y substituer au 1^{er} janvier 2021 n'a pas encore été mis en place. Les producteurs d'électricité dénoncent une plus grande incertitude faute de connaître le prix du carbone associé à la production d'électricité. Elles attendent également de savoir quel sera le volume de crédits carbone que le Gouvernement prévoit de vendre à l'occasion de la première mise aux enchères, qui n'interviendrait pas avant le second semestre. Elles veulent enfin savoir si le marché britannique sera lié au marché carbone EU ETS. La question du couplage des deux marchés carbone doit encore faire l'objet de discussions entre l'Union Européenne et le RU, qui pourrait se heurter à un différentiel de prix du carbone très significatif (qui s'est rapproché récemment de 40 € par tonne sur le marché EU ETS contre 22 £ tel qu'envisagé par les britanniques dans leurs recommandations). Les entreprises indiquent par ailleurs que cette instabilité pourrait se répercuter sur les factures des consommateurs.

Le RU pourrait produire la moitié de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2022 – l'association qui représente les entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables au RU (*Association for Renewable Energy and Clean Technology* – [REA](#)) a indiqué dans [un rapport](#) consacré à la relance verte publié le 23 février que les énergies renouvelables (ENR) pourraient fournir la moitié de l'électricité du RU d'ici à la fin 2022, et la totalité de l'électricité britannique d'ici à 2032, contre près de 43 % aujourd'hui. Cette montée en puissance serait toutefois conditionnée à une action forte du Gouvernement pour, d'une part, réduire la consommation d'électricité, ce qui augmenterait de facto la part des ENR dans le mix électrique, et, d'autre part, réduire le taux de TVA sur les produits et technologies bas carbone en allégeant les règles de planification pour les projets renouvelables. La *REA* estime que 200 000 emplois pourraient être créés dans la filière des renouvelables d'ici à 15 ans (dont 157 000 en Angleterre, 16 000 en Ecosse et 16 000 à parts égales entre l'Irlande du Nord et le Pays de Galles).

Les autorités locales britanniques continuent d'investir massivement dans les combustibles fossiles malgré leurs engagements climatiques – [Près de 10 Md£](#) seraient investis dans des énergies fossiles par des collectivités locales, au travers de leurs fonds de pension lors du dernier exercice financier (2019-2020). Alors qu'une majorité de collectivités a déclaré l'urgence climatique, l'ONG *Friends of The Earth* estime que ces 10 Md£ ont principalement bénéficié aux grandes compagnies pétrolières et gazières comme *BP* et *Shell*. Les autorités locales du Grand Manchester, de Strathclyde, des West Midlands et du West Yorkshire sont celles ayant le plus investi dans les énergies fossiles (soit, pour le Grand Manchester, plus d'1 Md£ et près de 5 % de son fonds de pension, et près de 500 M£ pour les trois autres autorités locales). Environ 6,5 Md£ sur les 10 Md£ - ont été investis dans le pétrole et le gaz, et un tiers dans des projets liés au charbon. Plusieurs de ces autorités locales ont déclaré au journal *The Guardian* qu'elles allaient revoir leur stratégie d'investissement au sein de ces fonds, conformément à leur engagement climatique. Ces investissements dans les énergies fossiles auraient déjà été réduits de 40 % par rapport à l'année 2017.

Le Climate Change Committee (CCC) appelle le Gouvernement à « sauver » le programme Green Homes Grant – le CCC, organe indépendant qui conseille le Gouvernement en matière de politiques climatiques, a appelé, par le biais de son directeur Chris Stark, à ce que l'exécutif maintienne dans le projet de budget à venir le *Green Home Grant*. Celui-ci permet depuis le mois de septembre 2020 aux particuliers de bénéficier de bons pouvant aller jusqu'à 10 000 £ afin d'améliorer l'efficacité énergétique de leur logement. Doté d'un budget initial de 1,5 Md£, l'enveloppe du programme pourrait être réduite d'1 Md£ et le programme s'arrêter le mois prochain et non en mars 2022, comme prévu initialement. M. Stark a indiqué qu'en l'absence de programme ambitieux visant à la rénovation des logements, le RU ne pourrait pas tenir ses engagements climatiques et a ajouté que 3 Md£ par an seraient nécessaires d'ici à 2030 pour mieux isoler les logements et atteindre les cibles de baisses d'émissions carbonées. Le Gouvernement, qui a mis en avant l'épidémie en cours pour expliquer la lenteur du lent déploiement du programme, n'a pas convaincu les professionnels et certains syndicats qui se plaignent d'une bureaucratie trop pesante et ont appelé le Chancelier dans une lettre à confier le pilotage du programme à une autorité publique et non privée comme tel est le cas actuellement (cf. veille n°6). Seuls 76 000 bons ont été attribués contre 600 000 prévus.

Carbon Tracker appelle le Gouvernement à ne plus subventionner les centrales à gaz et à favoriser les énergies propres – dans un [rapport](#) publié le 25 février, le think tank spécialisé dans l'énergie a indiqué que les prévisions de construction de nouvelles centrales à gaz (14 GW) pour pallier la disparition du charbon d'ici à 2025 et la baisse de la production d'électricité d'origine nucléaire (fermeture de centrales représentant 9 GW de capacités) ne permettraient pas au RU d'atteindre ses objectifs climatiques. Le rapport précise que le développement de nouvelles capacités électriques fonctionnant au gaz représenterait un surcoût pour le contribuable de 9 Md£ d'ici à 2030 par rapport au développement de technologies propres combinées (énergies renouvelables, capacités de stockage et gestion de la demande du réseau d'électricité notamment) qui verront leurs coûts baisser dans les années à venir. Ce rapport intervient au moment où l'énergéticien *Drax* a annoncé qu'il ne poursuivrait pas son projet de développement dans le nord de l'Angleterre de ce qui aurait été la plus

grande centrale à gaz en Europe (3,2 GW), pour se concentrer sur la biomasse et le stockage et la capture du carbone.

ENVIRONNEMENT

L'Environment Agency (EA) met en garde contre le risque de dérégulation post Brexit – M. James Bevan le directeur de l'*Environment Agency*, chargée du suivi, du contrôle et de la prévention des pollutions, a insisté, à l'occasion de la publication du [rapport](#) d'activité 2019 de l'EA, sur le fait que la régulation dans le domaine de l'environnement fonctionnait et était essentielle à la reprise économique post-Brexit et post-pandémique. Ces propos ont été bien accueillis par les associations environnementales, qui craignent une « course vers le bas » dans le domaine de l'environnement alors que le Gouvernement a consulté le mois dernier 250 entreprises sur leurs souhaits en matière d'allègements de réglementations. Le rapport, qui couvre l'année 2019, tend à démontrer un meilleur respect des règles environnementales, avec une baisse du nombre d'incidents graves liés aux pollutions (de 12 %) et de la pollution atmosphérique (oxyde d'azote, oxyde de soufre et particules fines). Il souligne par contre que 86 % des eaux de rivières n'ont pas encore atteint un bon état écologique.

INDUSTRIE

Le comté de Northumberland va demander un permis pour la construction d'une gigafactory à Blyth – Le conseil du comté de Northumberland devrait déposer d'ici lundi 1^{er} mars une [demande de permis](#) pour la construction de la première gigafactory du Royaume-Uni, à Blyth, au nord de Newcastle. Sur les 2,6 Md£ du projet porté par la start-up *Britishvolt*, 700 M£ devraient être consacrés à la construction de l'usine, 1 Md£ à des équipements de production capables de produire 10 GWh de batteries d'ici 2023, et le reste, à des équipements permettant d'augmenter la production à 30 GWh d'ici 2027. Cette usine permettrait à cette échéance d'équiper environ 300 000 véhicules électriques par an, soit 30 % du million de voitures par an que la Grande-Bretagne prévoit de produire au cours de la prochaine décennie. D'autres dépenses seront destinées à la construction d'un terminal ferroviaire pour le transport des batteries vers les West Midlands, où se trouvent plusieurs clients potentiels, dont *Jaguar Land Rover*. A ce stade, *Britishvolt* n'a divulgué ni ses clients ni ses financements, mais son Président, Peter Rolton, a déclaré être en négociation avec 11 constructeurs automobiles et a indiqué avoir attiré des fonds de démarrage grâce à un premier tour de table. Un deuxième tour aurait été lancé pour attirer des investisseurs institutionnels, et l'entreprise devrait ensuite lever la majeure partie de ses capitaux sur les marchés et faire appel au fonds de transformation automobile de 500 M£ ouvert par le Gouvernement. Si les financements nécessaires sont réunis, *ISG*, chargé de la construction de l'usine, pourrait débiter les travaux en juillet.

Nissan pourrait étendre le chômage partiel dans son usine de Sunderland en raison de la pénurie de semi-conducteurs – Comme cela avait déjà été le cas [en janvier](#) (veille n°3), *Nissan* serait à nouveau confronté à un manque de composants électroniques dans son usine de Sunderland, en particulier de semi-conducteurs, des puces électroniques également utilisées dans les smartphones, et qui connaissent actuellement une [pénurie mondiale](#). Environ 750 employés de cette usine seront mis en chômage partiel cette semaine à la suite de la décision du constructeur de suspendre temporairement l'équipe du soir sur sa deuxième ligne de production, qui fabrique les modèles *Qashqai* et *Juke*.

TRANSPORT

L'aéroport d'Heathrow demande un nouveau soutien financier après avoir subi d'importantes pertes en 2020 – L'aéroport d'Heathrow [a subi](#) une perte de 2 Md£ en 2020, en raison de la chute du trafic lié à la pandémie. Son chiffre d'affaires est en recul de 62 % à 1,18 Md£, mais la société dispose

toutefois de 3,9 Md£ de liquidités, ce qui devrait lui permettre de faire face à de faibles niveaux de trafic jusqu'en 2023 selon son directeur général, John Holland-Kaye. Ce dernier aurait demandé au Gouvernement un nouveau soutien, à travers une suspension du paiement des *business rates* (impôt basé sur la valeur locative des biens immobiliers), ainsi que la prolongation du régime de chômage partiel. Il souhaiterait également que soit mise en place une standardisation et une numérisation de tous les contrôles nécessaires dans les aéroports, voire une certification digitale pour les personnes ayant été testées ou vaccinées, afin de réduire le temps d'enregistrement des passagers cet été. La société souhaiterait également augmenter ses redevances d'atterrissage afin de couvrir certaines de ses pertes, or la *Civil Aviation Authority* avait rejeté la dernière demande d'Heathrow à ce sujet et ses compagnies aériennes clientes soutiennent que ce financement devrait venir de ses principaux investisseurs, le groupe espagnol d'infrastructures Ferrovial, le fonds souverain du Qatar (QIA) et le fonds China Investment Corp.

La National Infrastructure Commission recommande de mettre fin à la vente de nouveaux poids lourds diesel d'ici 2040 – La *National Infrastructure Commission*, organe consultatif du Gouvernement, a considéré dans son rapport annuel que la vente de nouveaux poids lourds à moteur diesel devrait être interdite d'ici 2040, afin d'inciter les constructeurs à réinventer leur offre et à contribuer à l'atteinte de la neutralité carbone à horizon 2050. Lors de l'annonce faite en novembre concernant l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs d'ici 2030, le Gouvernement avait déclaré qu'il mènerait des consultations concernant la fin de la vente de nouveaux poids lourds diesel, sans préciser cependant de date pour leur lancement. Les poids lourds sont considérés comme étant beaucoup plus difficiles à électrifier que les véhicules légers en raison de la taille et du poids des batteries nécessaires pour les alimenter. Toutefois, le rapport souligne l'importance de cette transition et indique que sans mesure supplémentaire, le fret routier et ferroviaire pourrait représenter jusqu'à 20 % des émissions de gaz à effet de serre du Royaume-Uni d'ici 2050, notamment en raison de la croissance des achats en ligne. Plusieurs constructeurs s'intéressent à l'électrification des poids lourds : le britanno-suédois *Volta Trucks* développe actuellement un camion électrique de 16 tonnes et la production du *Semi*, le camion électrique développé par *Tesla*, est prévue pour cette année.

Le carburant plus écologique E10 sera introduit en Grande-Bretagne d'ici septembre – La Grande-Bretagne devrait introduire d'ici septembre l'essence E10, un carburant composé de 90 % de sans plomb 95 et de 10% d'éthanol, un biocarburant d'origine végétale fabriqué à partir de céréales ou de betteraves sucrières (les mélanges d'essence actuels ne contiennent pas plus de 5 % d'éthanol). Selon le Gouvernement, cette mesure équivaldrait à retirer 350 000 véhicules des routes et pourrait réduire les émissions annuelles de CO2 de 750 000 tonnes. Cette décision est une bonne nouvelle pour les producteurs de biocarburants britanniques : *Vivergo Fuels* a d'ores et déjà annoncé son intention de rouvrir une usine de bioéthanol à Hull, dans le nord-est de l'Angleterre, fermée depuis 2018, tandis que l'usine de bioéthanol appartenant à *Ensus* pourrait augmenter sa production.



Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Gautier HOUEL et Margot BLOCH et relue par Stanislas GODEFROY.